



EXPÉDITEUR  
CHRISTIAN RIVAL

ECONOMIE, EMPLOI, INSERTION  
SERVICE DEVELOPPEMENT  
AGRICOLE, AGROALIMENTAIRE ET  
BOIS

Envoyé en préfecture le 28/04/2020  
Reçu en préfecture le 28/04/2020  
Affiché le 04/05/2020  
ID : 026-222600017-20200427-CP20200427\_52-DE

**PROJET**

# CONVENTION

## ENTRE :

**Le Département de la Drôme**, sis à l'Hôtel du Département, 26 Avenue du Président Herriot – 26026 VALENCE CEDEX 9 - représenté par sa Présidente Marie-Pierre MOUTON, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération de la Commission permanente du 27 avril 2020

ci-après dénommé « **le Département** »,

d'une part,

## ET :

Le syndicat .....représentée par son Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

et désignée sous le terme « **le bénéficiaire** »,

d'autre part,

**VU** l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n°2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

**VU** le décret n°2005-849 du 25 juillet 2005 relatif à l'attribution par des collectivités territoriales de subventions de fonctionnement aux structures locales des organisations syndicales représentatives et modifiant le code général des collectivités territoriales (partie réglementaire) ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L .3231-3-1 modifié par la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 - art. 1, et l'article R.3231 créé par décret n°2005-849 du 25 juillet 2005 ;

**VU** la demande formulée par le bénéficiaire le ;

**VU** la décision de la Commission permanente du Conseil départemental du **27 avril 2020** ;

**Il est convenu ce qui suit :**

## **PREAMBULE**

Dans ce cadre, le ..... a sollicité le Département de la Drôme pour .....et mener à bien ses missions. Les actions s'inscrivant dans la politique agricole engagée par le Département, celui-ci a accepté la demande du syndicat et a ainsi décidé de lui verser une subvention conformément aux conditions qui suivent :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département soutient le syndicat ....., par le versement d'une subvention pour .....

## **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'OPÉRATION**

Par la présente convention, le syndicat..... s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser son programme d'actions 2020:

A cette fin, tous les moyens nécessaires seront mis en œuvre par le bénéficiaire.

Pour sa part, le Département s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs. Le Département n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT**

Le budget prévisionnel 2020 du Syndicat s'élève à €.

Le Département de la Drôme accorde au ..... une subvention d'un montant de € plafonnée à 80 % des dépenses réelles éligibles, justifiées et relatives à l'opération citée à l'article 2 de la présente convention.

Le montant de dépenses minimum à justifier est de € TTC.  
(Volet de représentation et de défense sur le plan départemental, ainsi que les actions d'informations et de communication).

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation du Département dans tous les documents de communication relatifs à cette opération.

## **ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle prendra fin après versement de l'aide départementale au titre des années **2020 - 2021** et respect des obligations réciproques des parties sur ces exercices.

## **ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT**

La subvention de € sera versée par le Département après présentation des justificatifs de réalisation de l'opération et après envoi des pièces suivantes, soit :

- 1/ Le compte rendu de la dernière Assemblée Générale,
- 2/ Le compte de résultats et le Bilan de l'exercice 2019 du Syndicat (cf. article 7).
- 3/ Concernant la mise en œuvre de l'opération, un récapitulatif des dépenses, (*pour rappel, le montant minimum à justifier, est de € TTC*).
- 4/ Un compte-rendu des actions et des effets induits par cette opération.

#### Rappel des obligations comptables

*Dans le respect de l'article L1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'association est tenue de fournir au Département une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.*

*Par ailleurs, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations comptables définies par l'article L612-4 du Code de Commerce si elles lui sont applicables.*

Il est impératif que l'ensemble de ces documents et justificatifs parviennent au service instructeur pour le **20 décembre 2020**.

Dans le cas où le programme d'actions ne serait pas atteint et/ou justifié, le Département se réserve le droit de verser la subvention dans la limite de 80 % des dépenses réelles éligibles visée à l'article 2 de la présente convention, selon l'appréciation des services.

### **ARTICLE 6 : MODIFICATION OU ABANDON DE L'OPERATION**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de l'administration des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, l'administration peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Par ailleurs, en application de l'article 24 de la loi du 12 avril 2000, une telle décision ne pourra intervenir qu'après que les représentants du bénéficiaire aient été en mesure de présenter des observations écrites et, le cas échéant, sur leur demande, des observations orales. Ils pourront se faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de leur choix.

#### Ordre de reversement et recouvrement des sommes indues :

A l'issue de cette procédure, si le Département souhaite le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, cette décision sera motivée et notifiée au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTROLE DE L'ADMINISTRATION**

Le Département contrôle à l'issue de la convention que l'intensité de l'aide n'excède pas 100% du coût de la mise en œuvre de cette opération.

Pour cela, le bénéficiaire s'engage :

- à mettre en place une comptabilité permettant de suivre les coûts de l'action financée,
- et à faciliter le contrôle par l'administration, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le Département peut exiger le remboursement d'une quote-part de sa contribution financière si l'ensemble des subventions publiques obtenues et des recettes d'exploitation excède le coût de revient de l'opération subventionnée.

## **ARTICLE 8 : ENTREE EN VIGUEUR ET REVISION DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet au jour de la signature par les parties respectives.

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département et le bénéficiaire.

La demande de modification de la présente convention est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle comporte, notamment sur les plans budgétaires et financiers. Cette modification ne peut remettre en cause les objectifs généraux de l'activité.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourra faire valoir, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles.

## **ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige, l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux,

Valence, le

.....  
Président du

**Marie-Pierre MOUTON,**  
Présidente du Conseil départemental